

LES N.A.O

Dernière mise à jour : 14-03-2009

Les entreprises concernées :
Sont concernées par la négociation annuelle obligatoire (NAO), toutes les entreprises où il existe au moins une section syndicale affiliée à l'une des cinq organisations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC) reconnues représentatives au niveau national. Seuls les délégués syndicaux, lesquels peuvent être désignés dans les entreprises d'au moins 50 salariés (à moins que ce seuil n'ait été abaissé par le biais d'un accord collectif), sont habilités à participer à ces négociations. Toutefois, dans les entreprises de moins de 50 salariés, un délégué du personnel peut être désigné délégué syndical pour la durée de son mandat par chaque syndicat représenté.

Périodicité et niveau de la négociation:
L'employeur est tenu d'engager cette négociation tous les douze mois.
L'initiative de la négociation incombe à l'employeur, mais elle peut revenir à l'une des organisations au sein de laquelle elle se réalise dans chaque établissement, à condition qu'aucune des organisations ne s'y oppose.
La négociation annuelle porte sur :
• les salaires effectifs, c'est-à-dire les salaires résultant de l'application d'une convention collective ;
• la durée effective du travail et l'organisation du temps partiel à la demande des salariés ;
• la création d'un régime d'intéressement d'épargne d'entreprise ou interentreprises, d'un plan d'épargne professionnelle (tous les trois ans) ;
• les objectifs en matière d'égalité professionnelle.
Cette négociation annuelle est l'occasion d'un examen dans l'entreprise et, notamment, du nombre de journées de travail effectuées par les intéressés, ainsi que de la réduction du temps de travail.
La négociation est engagée par une convocation d'organisation syndicale représentative. Lors de la première délégation. Même si le nombre de réunions n'est pas imposé.
Le temps passé en négociation est payé comme temps de travail.
Tant que la négociation est en cours, les délégués syndicaux ne sont pas tenus de prendre des décisions ayant une incidence sur le fonctionnement de l'entreprise.
Si, à l'issue des négociations, un accord est conclu, les conventions d'entreprise. Dans le cas contraire, les propositions respectives des parties sont appliquées unilatéralement.